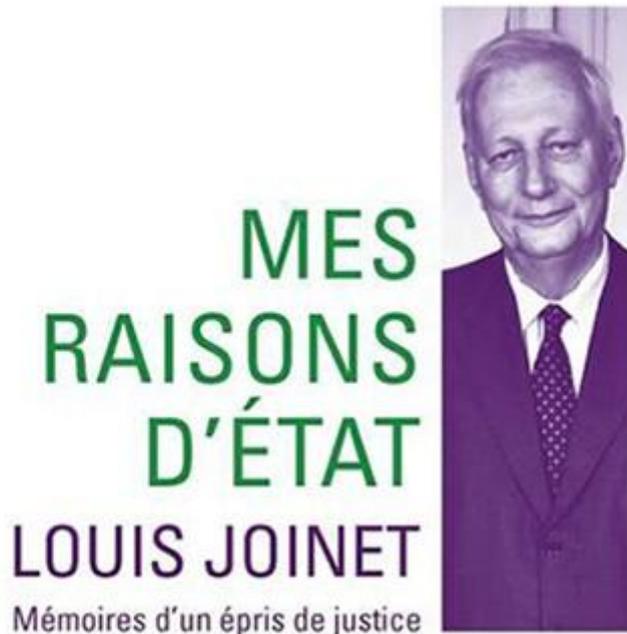


RENCONTRE AVEC LOUIS JOINET

*MARDI 5 NOVEMBRE 2013 A 19H30 A LA MAISON DE L'AMERIQUE LATINE
217 BD SAINT-GERMAIN 75007 PARIS METRO RUE DU BAC OU SOLFERINO*



La presse l'a parfois baptisé Louis le Juste ou l'Épris de justice, mais aussi l'Obstiné et l'Ubiquiste. D'autres ont vu en lui un « homme de l'ombre » ou l'un de ces « juges rouges » qui hantèrent les cauchemars des criminels en col blanc. Peu connu du grand public, Louis Joinet a en tout cas joué, depuis la fin des années 1960, un rôle clé au cœur de la République, révélé dans ce livre aussi attachant qu'informé. Il a été l'un des fondateurs du Syndicat de la magistrature en 1968, puis le premier directeur de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, avant de conseiller cinq Premiers ministres socialistes dans les années 1980. Et, pendant trente-trois ans, il a été expert indépendant de l'ONU, en infatigable globe-trotter de la protection des droits de l'homme. Il avait pourtant commencé par essayer les plâtres d'un tout autre métier, celui d'éducateur de rue auprès des jeunes délinquants. Et il n'a jamais renié sa passion pour le monde du cirque et les arts de la rue.

Louis Joinet s'est décidé à dire lui-même ses paradoxes et inquiétudes de magistrat : ce qu'il appelle ses « bonnes raisons d'État », dont il dévoile maints aspects inédits lors de ses années à Matignon et à l'Élysée. En conteur-né, il rapporte son expérience, universelle et éclatée, avec une simplicité qui marque toute sa vie, d'une profusion et d'une générosité peu ordinaires. Né en 1934 à Nevers, sorti major de l'École nationale de la magistrature en 1966, Louis Joinet a été conseiller pour les droits de l'homme à Matignon puis à l'Élysée de 1981 à 1995, puis premier avocat général à la Cour de cassation. Expert indépendant à la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU de 1978 à 2006, il a notamment été l'un des principaux artisans de la Convention internationale contre les disparitions forcées (2006).

La rencontre aura lieu en compagnie d'Olivier de Frouville, professeur de droit et président du Groupe de travail des Nations Unies sur les disparitions forcées et de François Gèze, PDG des éditions La Découverte.